

LA RAISON DU PLUS SPORT

MORE FOR SPORT

De la contribution du mouvement sportif à la société française
On the Contribution of the French Sport Movement to French Society



LA RAISON DU PLUS SPORT

Le CNOSF avait des choses à dire et les a écrites dans un livre blanc dont le titre « *la raison du plus sport* » suggère évidemment que l'on peut faire plus et mieux pour favoriser la pratique sportive et le rôle du mouvement sportif.

Ce livre est d'abord un livre militant, c'est celui du mouvement sportif français et de l'institution qui en est le pilote ou mieux le chef d'orchestre, à savoir le CNOSF. Il est le résultat d'un travail d'équipe et l'expression de notre collégialité.

Le point de départ de la réalisation était de porter à la connaissance d'un certain nombre de décideurs, ceux des mondes politique, économique, médiatique et du mouvement sportif lui-même, ce que ledit mouvement est, fait et représente. Cet objectif, si nécessaire pour comprendre la contribution du mouvement sportif à la société française, aurait pu justifier à lui seul l'écriture d'un livre blanc. Ce n'était évidemment pas suffisant et ce d'autant plus qu'entre l'idée de départ et sa reprise, il y a eu la candidature de Paris aux JO de 2012 et la déconvenue du 5 juillet 2005. L'absolue nécessité de rebondir mais aussi celle de tirer les leçons de la défaite ont conditionné la réflexion des différents groupes de travail qui se sont réunis pour dresser un état des lieux et proposer des solutions.

La conclusion unanime à laquelle tout le monde est parvenu est la participation insuffisante du mouvement sportif à la gouvernance du sport. C'est aussi la conclusion finale et le cri du cœur du CNOSF qu'il est vital pour l'avenir du sport français que le mouvement sportif soit un acteur majeur de la gouvernance du sport.

Ce livre n'est pas que l'aboutissement d'une idée, il est aussi le point de départ d'une démarche, celle d'un mouvement sportif sur de sa place dans la société française et aspirant à un positionnement nouveau.

■ RÉSUMÉ DU LIVRE

> **Le chapitre I** commence par un historique dans lequel est rappelé comment le mouvement sportif français s'est construit mais aussi comment l'état a assis sa tutelle au cours du temps. Le modèle français bâti sur la relation état mouvement sportif a évolué à partir des lois de décentralisation des années 80 pour laisser toute leur place aux collectivités territoriales. Dans le même temps que se rajoutait cet acteur

MORE FOR SPORT

The French Olympic Committee has things to say. It wrote them in a white book to assert that more and better things can be done to encourage the practise of sports and to promote the role of the sport movement.

This book is first a militant book. It is the work of the French sport movement and of the institution that conducts it : the French Olympic Committee (CNOSF). It is a compendium of collective work sessions, the expression of its collegiality.

The starting point was to draw the attention of decision-makers in the political, economic and media realms, as well as in the sport movement itself, on what the sport movement is, does and represents. This purpose, so important to understand the sport movement's contribution to French society, could alone have justified writing this book. It was obviously not enough, especially after the disappointment of the failed Paris bid for the 2012 Olympics. With a need to react and draw lessons from this setback, different working groups met to make an appraisal and proposals.

Unanimously, all reached the conclusion that the sport movement participates insufficiently in sport governance. It is also the CNOSF's conclusion and cry of the heart : The sport movement must be a major actor in sport governance for the future of French sport.

This book is not only the culmination of an idea. It is also the starting point of a course of action initiated by a sport movement sure of its place in French society and aspiring to a new position.

■ BOOK SUMMARY

> **Chapter I** starts by recalling how the French sport movement was built and how with time the State established its supervision authority. The French model, based on the State – sport movement relationship, has evolved since the laws on decentralisation were passed in the eighties

de premier plan, l'environnement global changeait lui aussi avec l'émergence d'autres acteurs liés aux domaines économique, juridique et médiatique.

Une comparaison avec nos proches voisins européens montre sans ambiguïté un surprenant paradoxe : le mouvement sportif français est en même temps le plus développé et celui qui participe le moins à la gouvernance du sport.

Comparativement à d'autres secteurs, le mouvement sportif français est leader national en matière d'engagement bénévole et le bénévolat contribue à faire de l'association sportive une société à capital humain, patrimoine social et gisement de socialisation.

Le mouvement sportif français participe pleinement à la richesse du pays, directement par l'activité économique qu'il crée ou indirectement par l'apport du bénévolat. Au-delà des services assurés par les bénévoles, les clubs sportifs doivent également être pris davantage en considération. De ce point de vue, l'instauration d'une reconnaissance de type utilité sociale aurait pour objet de mettre en avant le projet sportif d'intérêt général et de donner aux clubs des droits en contrepartie de leurs devoirs.

De ce fait le CNOSF propose de passer de la notion de subvention, élément constitutif d'un lien de subordination, à celle de convention partenariale qui reste à promouvoir dans le cadre d'une mission d'utilité sociale.

> **Le chapitre II** est divisé en deux parties.

La première traite des ressources humaines. Sont abordées ainsi les questions du bénévolat, de la professionnalisation des clubs, de la convention collective nationale du sport (CCNS) et de la formation tant des bénévoles que des professionnels. Toutefois, si le mouvement sportif, en tant qu'employeur, est reconnu parfaitement apte à créer, organiser et développer des emplois sportifs, sa compétence d'employeur étant même légitimée. Il n'en est malheureusement pas de même pour l'instant de sa compétence de formateur, puisqu'à de rares exceptions près qui s'achèveront en 2007, aucun des brevets fédéraux ne permet d'enseigner contre rémunération. Le mouvement sportif revendique donc la possibilité de pouvoir employer celles et ceux qu'il aura formés valablement pour cela. Il est ainsi prêt à étudier les perspectives de partenariat qui conduiraient à obtenir la reconnaissance des diplômes fédéraux en ce sens.

Concernant les cadres techniques, le CNOSF tient à réaffirmer son attachement à ce corps et demande que soit développé le niveau des postes pour répondre au mieux aux besoins des fédérations.

resulting in more implication of local governments. At the same time, the global environment changed and saw the rise of new actors in the economic, judicial and media realms. A comparison with our close European neighbours clearly shows a surprising paradox : The French sport movement is the most evolved but participates the least in sport governance.

Comparatively to other French sectors of activity, sport has the most volunteering. It contributes to make of the sport association a human capital society, a social heritage and a source of socialisation.

The French sport movement contributes fully to the wealth of the country, directly through the economic activity it creates or indirectly through the contribution of volunteering. Beyond the volunteers' role, the sports clubs' input must be taken into consideration. The establishment of an official public benefit recognition would promote the sport project of general interest and endow clubs with rights as well as duties.

The CNOSF proposes to evolve from the notion of subsidy (that constitutes a subordinating tie) to one of partnership that is to be promoted within the framework of a public benefit mission.

> **Chapter II** is divided into two parts.

The first is devoted to human resources. The issues of volunteering, professionalisation of clubs, labour agreements and education both of volunteers and professionals are covered here. If the sport movement, as an employer, is fully recognised as capable of creating, organising and developing employment in sports, it is unfortunately not yet recognised as able to qualify employees. Indeed, apart from a few exceptional cases that will end in 2007, none of the qualification given by sports federations enables to hold a paid teaching position. The sport movement demands to be able to employ those it has educated for that task.

In this chapter, the CNOSF confirms its attachment to the government corps of sports technicians, *cadres techniques*, and requests that it be increased to better answer the federations' needs. The promotion of women

Enfin de la promotion des femmes et des jeunes dans la gouvernance des clubs et des structures fédérales.

La deuxième partie traite de l'économie. Y est affirmée tout d'abord la bonne santé du sport licencié puis l'importance de la dépense sportive française, de l'ordre de 30 milliards d'euros, générant au passage près de 6 milliards d'euros de recette de TVA, à comparer aux 0,6 du budget des sports, FNDS compris et aux 4 estimés comme représentant l'investissement bénévole ; comme quoi l'implication financière de l'état n'est pas en relation directe avec sa contribution à la gouvernance du sport. Par ailleurs, pour surprenant que cela soit, il s'avère que la dépense liée aux pratiques sportives est 7 fois supérieure à celle liée au seul secteur professionnel. Le mouvement sportif a quelques avantages concurrentiels à valoriser pour son devenir. Trois aspects majeurs sont effectivement à prendre en considération : le bénévolat, les retombées économiques générées par les pratiques sportives au-delà des seuls biens et services sportifs et l'utilité sociale liée aux effets positifs des pratiques sportives : insertion, santé, lien social, environnement, tourisme...

L'évolution des pratiques amène à s'interroger sur le rôle du club sportif et montre que les clubs ont tout intérêt à développer l'axe « *utilité sociale* » et mettre en avant le caractère fédérateur du mouvement sportif.

> **Le chapitre III** traite du développement et des territoires.

Les lois des années 80 sur la décentralisation ont profondément modifié le paysage traditionnel. En oubliant le sport, elles ont modifié le modèle sportif organisé autour du seul Etat, mais elles ont aussi laissé libre cours à l'initiative. S'il n'est pas dans les textes, le sport est dans les faits et les collectivités territoriales sont dans sa gouvernance.

Pour progresser, il semble nécessaire de définir, y compris pour l'approche territoriale, une vision globale du sport. Le projet sportif associatif devra privilégier notamment : la valorisation du rôle social et éducatif, la perspective de réalisation et d'épanouissement des pratiquants, la cohérence entre les politiques fédérales et territoriales et la présence du sport dans le mouvement général lié au développement durable. Concernant ces deux derniers points et afin d'optimiser les évolutions, le CNOSF préconise la création de conférences régionales. Enfin, de façon à assurer un maximum de cohérence en matière d'équipements, le CNOSF propose la création d'un conseil national des équipements sportifs dans le cadre d'un plan d'équipements national et régional à mettre en œuvre.

and younger leaders in club and federation governance is also addressed here.

The second part of the chapter deals with the economy. The good health of membership sports is first stated. Then the importance of French sport spending that amounts to 30 billion euros, generating almost 6 billion euros in tax revenue, is compared to the 0.6 billion of the Government's sport budget and to the 4 billion euros estimated to be the value of volunteering. This shows that the State's financial contribution does not reflect its involvement in sport governance. Furthermore, as surprising as it may seem, it turns out that spending on taking part in sports is seven times superior to the professional sector. The sport movement has a few competitive advantages to put forward for its future. Three major ones are to be taken into account : Volunteering, economic benefits other than goods and services and social benefits such as integration, health, social ties, environment, tourism...

The changing sports practises make us wonder about the sports club's role and show that it is in the interest of clubs to develop their public benefit axis and put forward the federating character of the sport movement.

> **Chapter III** addresses the issue of development and territory. Legislation on decentralisation profoundly modified the scene. By not mentioning sports, it has modified the sport model organised around the State and given free reins to initiatives. If sport is not in the texts, it is in the facts and local government is in its governance.

To move forward, it is necessary to define a global vision of sport. Sport associations must give priority to the promotion of sport's social and educational role, to the prospect of personal accomplishment and fulfilment they provide, to the consistency of local policies and those of the sports federations and to sport's presence in sustainable development. For the last two points, the CNOSF recommends the creation of regional conferences. Finally, for better coherence in sports facilities construction, the CNOSF's proposal is to create a National Council on Sports Facilities within a framework of national and regional programmes.

> **Le chapitre IV** se décompose en deux parties, le haut niveau et les médias.

Sur le haut niveau, le chapitre fait un rappel historique et notamment des résultats du sport français lors des deux dernières décennies. Est rappelée ensuite l'organisation du haut niveau en France et réaffirmé le fait que le sport professionnel fait partie intégrante du mouvement sportif. Mondialisation oblige, la performance sportive de haut niveau est en progression constante, la remise en question est indispensable et nécessite que l'on fasse preuve d'initiatives en matière de détection, de formation et d'épanouissement des athlètes de haut niveau. Sur ces points, le CNOSF fait plusieurs propositions. Pour que la détection ne repose pas seulement sur les clubs, il est indispensable que soit imaginé un système de passerelles avec l'école, le collège ou le lycée. Pour ce qui est des filières d'accès au haut niveau, il est indispensable qu'elles présentent un caractère de progression continue, notamment pour ce qui est des pôles France et espoirs. Enfin pour permettre l'épanouissement, le CNOSF fait deux propositions : celle de reconduire ou amplifier le système des conventions d'emploi des athlètes de haut niveau et celle d'une reconnaissance fiscale et sociale les concernant. Pour ce qui concerne l'encadrement, le CNOSF propose de créer un statut d'entraîneur de haut niveau. Concernant la stratégie internationale, le CNOSF rappelle le caractère indispensable d'une politique nationale d'équipements de haut niveau et celui de piloter la politique de conquêtes qui doit s'inscrire dans le cadre général d'une politique disposant de moyens.

Sur les médias, le chapitre commence par l'affirmation d'un combat commun au mouvement sportif et à la presse sportive. Après qu'ait été constaté le déséquilibre médiatique entre les sports le CNOSF reprend son souhait que soit prise prioritairement en considération la notion d'événement. Parmi les propositions, celle de mutualiser les nouveaux médias et en particulier internet, celle aussi que le CNOSF participe activement à un média télévisé ou radiophonique et enfin celle d'une charte avec les médias. Sont également évoquées les difficultés liées à l'application de la directive Télévision sans frontière et celle de la fourniture d'un signal lors des grands événements internationaux organisés par la France.

> Après un rappel historique des rapports entre le sport et la santé, **le chapitre V** aborde la question du sport pour les personnes handicapées pour lesquelles la reconnaissance identitaire via le sport est vitale. La question du dopage est aussi décrite dans ce chapitre et le mouvement sportif souhaite affirmer de nouveau avec force que le dopage n'est pas une fatalité, qu'il veut le combattre avec la plus grande

> **Chapter IV** has two parts, one on elite sports and one on the media.

There is first a historical reminder on elite sport, notably on results of the past twenty years, and then a brief description of the organisation of elite sport in France. The fact that professional sports are an integral part of the sport movement is confirmed. With globalisation, the level of elite sport performance is constantly increasing. A reappraisal is essential and initiatives must be taken in the domains of detection, education and development of elite athletes. On these issues, the CNOSF has a few proposals. Detection must no longer only rely on clubs and a system of links with schools is to be devised. The path to elite sport must have a continuous progression character. Finally, to enable athletes to progress, the CNOSF proposes to develop the existing system of contracts for the employment of elite athletes and install a social and fiscal recognition of those athletes. The CNOSF also proposes to create an elite coach status. For the international strategy, the CNOSF recalls the need for a national policy on elite facilities and of leading a conquest within the framework of a policy with means at its disposal.

The chapter on media starts by recalling the common struggle of the sport movement and the sports press. After looking at the differences in media coverage between sports, the CNOSF again states its wish to see the notion of event be put forward. Among the proposals made are : cooperation on new media, particularly internet, participation by the CNOSF in a television channel or radio station and the creation of a media charter. The difficulties to apply the Television Without Frontiers European Directive or to provide a broadcasting signal during major international events in France are also mentioned.

> **Chapter V** first recalls the relationship between sport and health through time. It then raises the issue of sport for the disabled for whom sport provides a vital personal recognition. The issue of doping is also described in this chapter and the sport movement strongly confirms that doping is not inevitable, that it wants to fight it, both for the respect of ethics and the health of athletes. The chapter closes calling for a new cooperation

énergie tant pour le respect de l'éthique que pour celui de la santé des sportifs. Le chapitre se termine par le vœu d'une nouvelle solidarité sport santé, par les difficultés rencontrées par les fédérations pour satisfaire à leurs obligations et à leurs conséquences, et enfin par un fort souhait : que 50 % de la population pratique 30 minutes d'activités sportives modérées 5 jours par semaine.

> Dans sa première partie, **le chapitre VI** traite de la dimension sociale et éducative. L'immense majorité de celles et ceux qui ont fait du sport vous diront que celui-ci représente un apprentissage et une formation uniques. Mais le sport en soi n'est pas éducatif, il l'est de par ses règles et parce que des éducateurs veillent à la bonne application de ces dernières. Non seulement, « *le sport c'est bien mieux dans un club* », mais encore parce que le club fédère autour d'un code sportif et que celui-ci est complété par un code social, « *le club, c'est bien plus que du sport* ». Cette première partie se termine par le vœu d'un regard neuf sur le sport, véritable vecteur d'éducation.

Sa deuxième s'intitule olympisme et traditions. Le rappel historique permet de cerner la construction du mouvement olympique et comment les Jeux y ont contribué. L'importance des Jeux olympiques et du sport revêt un caractère unique dans la civilisation humaine. Tous les peuples se reconnaissent dans cet affrontement sportif et le sport olympique sait faire la place à toutes les cultures et traditions. L'accueil des JO depuis leur rénovation a favorisé la réalisation d'équipements sportifs, l'aménagement des territoires, l'établissement de programmes urbains, de santé, de communication, d'éducation, etc. mais l'héritage olympique concerne aussi la promotion des cultures, des identités et des personnes de toutes origines et conditions.

> **Le chapitre VII** est le chapitre de conclusion, il y présente en particulier le rôle que doivent tenir le mouvement sportif en général et le CNOSF en particulier. Fort de ses 15,5 millions de licenciés et de ses 175 000 clubs, le mouvement sportif français est la première des sociétés françaises à capital humain. Le CNOSF en est son représentant légal. Il se doit de répondre à la triple vocation de fédérateur, de régulateur et d'initiateur afin d'en être le véritable chef d'orchestre. Le livre se termine par l'affirmation qu'un positionnement nouveau du mouvement sportif dans la gouvernance du sport garantirait sa contribution effective à la société française et rejaillirait sur sa représentativité internationale et olympique à l'horizon 2024.

> Texte disponible sur www.franceolympique.com

between health and sport but reminding about the difficulties that federations currently encounter to fulfil their obligations. Finally, it emits a strong wish that 50 % of the population take part in 30 minutes of moderate exercise 5 days per week.

> The first part of **Chapter VI** addresses the social and education dimension of sports. The great majority of those that practise sports recount how much it is a unique learning experience. But sport in itself is not educational, it becomes so only through its rules and because educators are there to apply them. Sport is "*much better in a club*" and because clubs gather individuals around a sports code to which is added a social code, the sports club "*is much more than sports.*" The first part of the book closes by calling for a new look on sport, true vehicle for education.

The second part of the book is titled Olympism and Traditions. The historical reminder enables to determine the construction of the sport movement and how the Olympics contributed to this. The importance of the Olympics and of sport is unique in human civilisation. All people recognise themselves in this sport confrontation and the Olympics make room for all cultures and traditions. The hosting of Olympic Games has enabled the construction of sports facilities, urban planning and the establishment of health, communication or education programmes. But the Olympic legacy is also to promote different cultures and individuals of all origins or status.

> **Chapter VII** is the conclusion. It presents the role that the sport movement in general, and the CNOSF in particular, should take on. With 15.5 million people practising sports in 175 000 clubs, the French sport movement is the first human capital French society. The CNOSF is its legal representative. It has a duty to answer to its triple federating, regulating and instigating vocation so as to be its true orchestra conductor. The book closes by stating that a new positioning of the sport movement in sport governance would guarantee its contribution to French society and its benefits would reflect on its international and Olympic representation for the 2024 outlook.

> The full text is available on www.franceolympique.com

■ LES 15 PRINCIPALES PROPOSITIONS

Le mouvement sportif souhaite réaffirmer son attachement indéfectible aux valeurs éducatives et sociales du sport ainsi qu'à l'éthique liée à sa pratique. Il s'engage de toutes ses forces à combattre ses déviances, notamment dopage, violence et corruption, parce que le sport doit rester avant tout humaniste.

Les principales propositions du livre blanc « *la raison du plus sport* » sont :

- 1) Positionnement affirmé du mouvement sportif dans la gouvernance du sport.
- 2) Instauration d'une reconnaissance d'utilité sociale pour confirmer le rôle sociétal du mouvement sportif.
- 3) Reconnaissance officielle du sport comme vecteur d'éducation.
- 4) Participation active du mouvement sportif à la santé publique par la pratique sportive.
- 5) Progression de 1,78 % à 2,2 % du prélèvement sur le montant des recettes de la Française des Jeux pour abonder le CNDS.
- 6) Création d'une fondation nationale du sport reconnue d'utilité publique et amélioration des mesures en faveur du mécénat d'entreprise.
- 7) Mesures favorisant l'accès des bénévoles aux responsabilités.
- 8) Mise en place d'une stratégie concertée de présence et de rayonnement international animée par le CNOSE.
- 9) Création de conférences régionales du sport.
- 10) Reconnaissance sociale de l'athlète de haut niveau et création d'un statut d'entraîneur de haut niveau.
- 11) Construction et rénovation des équipements sportifs ; poursuite de l'aménagement des installations existantes afin d'en favoriser l'accès aux personnes handicapées.
- 12) Application de la loi permettant l'enseignement de l'EPS pour les scolaires handicapés dans le cadre de l'Éducation nationale et du secteur protégé.
- 13) Reconnaissance des diplômes fédéraux à des fins d'emplois rémunérés.
- 14) Augmentation du nombre de cadres techniques afin de pouvoir répondre aux besoins des fédérations.
- 15) Participation à une chaîne sportive sur la TNT.

■ THE 15 MAIN PROPOSALS

The sport movement confirms its attachment to the unfailing educational and social values of sports as well as to the ethics linked to its practise. It commits fully to fighting its deviances, notably doping, violence and corruption, because sport must foremost remain humanist.

The main proposals of the book "*More for Sport*" are the following :

- 1) A claim for better positioning of the sport movement in sport governance.
- 2) To establish an official social utility recognition to confirm the social role of the sport movement.
- 3) To officially recognize sport as a vehicle for education.
- 4) To see an active participation of the sport movement in public health through the practise of sports.
- 5) To increase from 1.78 % to 2.2 % the tax on revenue of the Française des Jeux, the lottery organisation, to fund the CNDS.
- 6) To create a National Sport Foundation with the "*social utility*" status and to improve measures in favour of business sponsorship.
- 7) To implement measures to help volunteers gain access to decision-making.
- 8) To set up of a collective strategy led by the CNOSE for greater international presence and promotion.
- 9) To create Regional Sports Conferences.
- 10) To give a social recognition to elite athletes and to create an elite coach status.
- 11) To build and renovate sports facilities and modify existing ones to give more access to the disabled.
- 12) To implement the law enabling teaching of physical education to disabled children.
- 13) To see qualifications awarded by the sport federation recognised to enable their titleholders to be paid for teaching sports.
- 14) To increase the number of government sports technicians to answer the federation's needs.
- 15) To participate in a sports channel on Digital Terrestrial Television (TNT).



www.franceolympique.com